



Appel des participants de l'assemblée générale des agents territoriaux de la Mairie de Longwy avec son syndicat CGT à tous les agents territoriaux du Bassin de LONGWY

Nous sommes ATSEM, animateurs, agents techniques et administratifs de la ville de Longwy réunis ce lundi 6 Janvier à l'appel du syndicat CGT Territoriaux. Nous avons décidé de nous adresser à tous nos collègues de l'agglomération.

La réforme des retraites voulue par Macron-Delevoye-Philippe, c'est plus de précarité pour tous les territoriaux. Nous en demandons le retrait.

Fonctionnaires territoriaux, notre pension de retraite est calculée sur la base des 6 derniers mois de notre carrière. Avec la réforme promise par Macron, elle sera calculée sur la totalité de la carrière, c'est-à-dire en moyenne sur 43 années de travail incluant les périodes difficiles, les petits boulots, les activités réalisées avant d'entrer dans la fonction publique. Pas besoin de sortir de l'ENA pour comprendre que cela représentera une baisse brutale du montant de nos pensions.

Aujourd'hui, notre pension de retraite est la continuité de notre carrière...

Comme l'indique le 4 pages publié par l'intersyndicale Fonction publique CGT, FO, FSU, Solidaires, FA : *« si les rémunérations des fonctionnaires progressent tout au long de leur carrière, c'est pour les protéger de l'arbitraire qu'induirait une négociation de gré à gré avec la hiérarchie. Ce n'est pas un "privilège" qu'auraient les agent-es publics. Les meilleurs salaires sont en fin de carrière, c'est donc bien ce revenu qui doit servir de base si on veut assurer un traitement continué qui remplace le meilleur revenu. A l'inverse, ne plus utiliser les 6 derniers mois du traitement indiciaire comme référence aboutira à augmenter encore l'importance de la part des primes, primes qui ont pourtant été un instrument de l'individualisation et de la mise en concurrence des personnels, au détriment de la qualité du service rendu. Emmanuel Macron a par exemple dit à propos des enseignant-es que cela devait être l'occasion de fixer de nouvelles missions qui, seules, justifieraient une éventuelle augmentation sous forme de primes. »*

... demain on nous promet la retraite des morts !

Comme les cheminots, comme les agents de la RATP, comme les salariés des raffineries, nous voulons conserver notre caisse de retraite, en l'occurrence la CNRACL, qui fonctionne très bien !

On nous fait des démonstrations complexes pour nous embrouiller, mais le fond de la réforme est simple à comprendre : la démission de Delevoye, ministre, dont les relations avec les grandes compagnies d'assurance sont maintenant connues de tous, nous évite de faire de longues explications. Ce qu'ils veulent c'est nous faire travailler plus longtemps en baissant toujours plus les pensions. On nous dit que les primes seront prises en compte, mais tous les territoriaux n'ont pas de primes, et avec le RIFSEEP elles vont être soumises à la « manière de servir », autrement dit à la tête du client. Quant au point d'indice, il reste et va rester gelé pendant longtemps.

Nous disons non ! Cette réforme, qui accompagne les tentatives de destruction de notre statut national n'est pas acceptable. Partout nous vous appelons à faire comme nous, à convoquer vos assemblées générales et à décider la grève dès maintenant, de poursuivre jeudi 9 janvier, vendredi 10 janvier et cela jusqu'au retrait pur et simple de ce projet rétrograde.

Prenons ensemble l'objectif de nous réunir tous ensemble au niveau du bassin de Longwy, dès le début de la semaine prochaine, pour décider des suites à donner.